

Bonus des traders, des gesticulations pour pas grand-chose !

Le comportement des banques a été une des causes de la crise financière actuelle. Le prix de celle-ci est aujourd'hui payé par la grande masse de la population qui voit son emploi menacé, son pouvoir d'achat en baisse et une détérioration de ses conditions de vie. Les banques ont été sauvées par de l'argent public qui a été promptement trouvé. Elles ont reconstitué leurs marges en utilisant cet argent public, en jouant sur le différentiel des taux d'intérêt - entre le taux directeur de la Banque centrale européenne qui est 1 % et le taux consenti à leurs clients aux alentours de 5 % -, et en continuant leurs opérations spéculatives. Non seulement donc les banques ont continué « comme avant », mais elles ont donc profité de la crise et veulent maintenant verser des bonus aux traders qui leur ont permis de gagner de l'argent dans des opérations spéculatives.

Concernant les bonus, les mesures annoncées par le président de la République sont dérisoires. On ne voit pas en quoi la saisie du Conseil d'administration, qui valide déjà sans broncher les rémunérations exorbitantes des principaux dirigeants, changera quoi que ce soit à la situation actuelle. Il en est de même du contrôleur public. La personnalité choisie, l'ancien directeur général du FMI, Michel Camdessus, qui a été un des plus fervents soutiens de la suppression des mécanismes publics de régulation des marchés financiers, montre d'ailleurs que les banques n'ont pas à s'inquiéter de voir leurs pratiques remises en cause. Qui peut penser réellement que le fait de différer le versement d'une partie des bonus va changer le comportement des traders ? La mesure la plus significative est l'instauration d'une dose de malus. Mais son efficacité réelle dépendra de ses modalités concrètes qui n'ont évidemment pas été précisées.

L'argument pour refuser de prendre des mesures réelles contre les comportements des traders, et les bonus scandaleux qui y sont liés, est que cela les ferait partir à l'étranger et que les banques françaises seraient donc pénalisées face à la concurrence. Ce chantage est sans consistance. Que les traders s'en aillent ! Ils ont été les agents de la crise financière et n'ont aucune activité socialement utile. Leur départ serait une opportunité pour que les banques françaises renouent avec des pratiques plus vertueuses.

Au-delà, les bonus des traders ne sont que la pointe visible de l'iceberg. Face à la crise, on ne peut plus laisser les banques continuer à fonctionner pour le plus grand profit de leurs actionnaires, avec comme seul objectif l'augmentation du retour sur fonds propres. Pour l'Union syndicale Solidaires, il faut mettre en place des outils pour financer l'activité économique dans un sens socialement et écologiquement utile. La stabilité financière, le financement des activités productives, la monnaie sont des biens publics qui ne doivent pas être appropriés par des intérêts privés. Le système bancaire doit être réorganisé et les banques doivent donc être socialisées pour les mettre au service de l'intérêt général.

Le 26 août 2009